

Faire que les pauvres soient une priorité du changement climatique, revendiquent Caritas et la CIDSE

Caritas et la CIDSE appellent les gouvernements à s'engager de manière ferme à mettre les pauvres au centre des politiques liées au changement climatique, en vue de la conférence COP20 des Nations Unies, qui aura lieu du 1 au 12 décembre à Lima, Pérou.

Représentant à elles seules 180 organisations catholiques de secours et de développement, Caritas et la CIDSE exhortent à un changement définitif dans le modèle de développement économique du monde, y compris dans la production et la consommation mondiale de nourriture. Elles disent que le rôle des petits agriculteurs doit être mis en valeur et que les personnes les plus pauvres et vulnérables doivent être protégées et avoir une voix au chapitre dans les décisions sur le climat.

« Tout un chacun – citoyens aussi bien que décideurs politiques et économiques – a un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique et l'entrée dans de nouvelles voies à faible émission de carbone », dit le Secrétaire Général de la CIDSE, **Bernd Nilles**. « Cela se fera au bénéfice de tout le monde et pour la survie des générations futures. Combattre le changement climatique est une obligation des droits de l'homme pour veiller à ce que les pauvres, qui sont les plus vulnérables au changement climatique, aient accès à la nourriture, à l'éducation et aux soins de santé et puissent se créer une vie stable pour leur famille. »

Caritas et la CIDSE disent que la réduction drastique des émissions de carbone et le respect du seuil des 2°C nécessitent un engagement sur le long terme, afin de stopper la progression du changement climatique.

Cette réduction doit toutefois se combiner au fait d'aider les communautés les plus pauvres de la planète à s'adapter aux problèmes climatiques.

En plus de faire face aux besoins des pays en voie de développement, ceux qui subissent les pires répercussions ont aussi besoin de fonds pour compenser les pertes et les dégâts déjà occasionnés, afin de les aider à réorganiser leur vie.

Elles disent que 50 pour cent du financement public pour le changement climatique devrait aller à l'adaptation. Les pays riches doivent aussi se mettre d'accord sur un retrait mondial des carburants fossiles et une réforme des subventions, afin d'aider les pays à faire la transition vers des sociétés sans carbone, et de mettre un terme à l'impact nuisible des industries extractives et minières.

« Dans certaines zones du globe, les communautés vivent sur le fil du rasoir », dit **Michel Roy**, secrétaire général de Caritas Internationalis, « Ils ne savent pas s'ils auront assez de nourriture pour la saison à venir, ils s'inquiètent de ce que leur maison pourrait être détruite et que leurs enfants pourraient ne plus être en mesure d'aller à l'école si des inondations ou la sécheresse venaient une nouvelle fois troubler leur vie familiale. Nous ne pouvons pas continuer à rester immobiles alors que les personnes les plus pauvres et vulnérables du monde portent sur leurs épaules les fardeaux les plus pesants du changement climatique. »

Il existe déjà un certain nombre de conventions et d'instruments politiques pour combattre le changement climatique, stimuler le développement durable, l'éradication de la pauvreté et la réduction du risque de catastrophe. Caritas et la CIDSE disent qu'une amélioration de la coordination et de la cohérence, en ce qui concerne le développement et l'application de ces instruments, serait déjà un passage clé en vue d'améliorer la réponse au changement climatique et de protéger la vie de ceux qui en sont le plus affectés.

Pour tout renseignement, merci de contacter :

Caritas: Michelle Hough à hough@caritas.va +39 06 6987 9752 +39 334 2344 136.

CIDSE: Markus Drake à drake@cidse.org +32 (0)2 282 40 73